

Le Cerisier, une coopérative d'édition

Depuis plus de 30 ans, le Cerisier marque le champ éditorial belge d'une empreinte singulière, en faisant découvrir des productions littéraires qui, sans lui, n'auraient pas voix au chapitre. Son originalité tient aussi dans sa forme juridique : une société coopérative dont chaque auteur publié peut devenir membre. Ce choix dicté par la nécessité est aujourd'hui un gage de pérennité.

Au départ, c'est la passion du théâtre qui anime Jean Delval et Danielle Ricaille, les fondateurs du Cerisier. Le théâtre et la volonté de participer, par ce biais, à un processus de transformation politique et sociale. Leur idéal est partagé par l'ensemble des compagnies de théâtre-action qui se créent un peu partout en Belgique dans la foulée de Mai 1968.¹



Fondé à Bruxelles à la fin des années 70, le Théâtre des Rues ne tarde pas à s'installer dans le Borinage pour créer des spectacles en liaison avec des associations militantes locales. En 1984, la compagnie prend ses quartiers dans une école de Cuesmes à l'abandon, en signant avec la Ville de Mons, qui en est propriétaire, un bail emphytéotique de 99 ans. C'est également dans cette école, située rue du Cerisier, que les éditions auront plus tard leur siège.

En tant que structure autonome, les éditions sont nées d'un hasard heureux. Au départ, en effet, le Théâtre s'est fait éditeur avec l'objectif de publier les textes de quelques-unes de ses créations collectives, dans des plaquettes diffusées essentiellement à l'occasion des représentations. Les animateurs de la compagnie ont dérogé à leur principe en acceptant d'éditer avec l'argent du théâtre le premier roman d'un de leurs amis, Toni Santocono, sociologue de formation et show man de vocation. Avec une écriture empreinte d'autodérision et de malice, *Rue des Italiens* évoque à travers le regard d'un enfant la vie quotidienne des immigrés italiens dans la région du Centre au début des années 50. Coup d'essai, coup de maître, le livre est très bien accueilli. Les mille exemplaires du premier tirage (1986) se vendent en deux mois à peine. Mille exemplaires, cela peut sembler modeste en comparaison des bestsellers qui font l'actualité littéraire. À l'échelle de l'édition belge, qui occupe une position extrêmement minoritaire par rapport aux grandes maisons françaises², c'est un succès, surtout si l'on considère que ce roman n'a jamais cessé d'être réimprimé depuis lors.

¹ Collectif, sous la dir. du Centre du Théâtre-Action, *Théâtre-Action, 1985-1995, Itinéraires, regards, convergences*, Cuesmes, Éd. du Cerisier, coll. Place publique, 1996.

² Selon une étude annuelle de l'Association des Editeurs Belges portant sur 2016, les ouvrages édités par des maisons belges «représentent aux alentours de 26% des achats de livres de langue française en Belgique». Mais leur poids est très inégal selon les secteurs: les ouvrages universitaires, les livres scolaires, les bandes dessinées et les livres juridiques représentent à eux seuls 75% des livres belges vendus dans le pays. Dans le domaine de la littérature générale, les ouvrages édités par des maisons étrangères, essentiellement françaises, sont encore plus largement majoritaires que dans les autres domaines. Source: ADEB, Livre: [Les chiffres clés du secteur: Une production en contraction dans un marché en recul. Statistiques 2016.](#)

FAISONS-LE NOUS-MÊMES

Ce succès inattendu oblige les éditeurs à se doter d'une structure adéquate, distincte du Théâtre des Rues. Ils choisissent de monter une société coopérative à responsabilité limitée. Pourquoi cette forme? *«Parce que c'est une activité commerciale, explique Jean Delval. Et parce que la TVA en matière culturelle est de 6% pour les sorties, alors que les entrées sont presque toutes taxées à 21%. Les subventions quant à elles ne sont pas taxables. Donc, nous bénéficions d'un avantage fiscal, voulu par le législateur pour favoriser la diffusion des produits culturels.»*

Le financement initial se fait à partir de l'entourage des fondateurs, à commencer par le Théâtre des Rues, qui prend part au capital social en tant qu'association. *«Tous les fondateurs, une dizaine, ont investi, dans un premier temps, 1000 francs belges, raconte Delval, sauf Fernand Lefèvre, aujourd'hui décédé, qui a «donné» 100 000 francs. Il a donc considérablement contribué à l'existence des éditions. Cet enseignant à la retraite avait été, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le correspondant en Belgique des Lettres françaises, la revue dont Aragon fut directeur de 53 à 72. Il a été président du Parti Communiste Marxiste Léniniste de Belgique, de tendance maoïste. Son épouse avait été une grande Résistante, rescapée de Mauthausen.»*

C'est clairement un esprit militant qui anime les fondateurs de l'entreprise, mais aussi la volonté farouche de préserver leur autonomie. Pari tenu: *«Nous avons toujours bâti – et c'est encore le cas aujourd'hui – sur fonds propres, sans emprunt, et les dix premières années sans aucune subvention, ni publique ni privée.»* D'autres coopérateurs les ont rejoints au fil du temps par sympathie pour le projet. En outre, nombre d'écrivains publiés par le Cerisier choisissent de convertir leurs droits d'auteurs en parts de la coopérative. Cette caractéristique apparente le Cerisier à une coopérative de producteurs, puisque les auteurs ont le droit de participer aux assemblées durant lesquelles la société présente son bilan annuel et qu'ils prennent part aux décisions selon le principe «une femme (un homme) / une voix».

Cette implication des auteurs explique *«la relative facilité avec laquelle les Editions du Cerisier ont pu se conformer à la loi quand celle-ci a imposé aux coopératives de constituer un avoir social de 750.000 francs minimum (quelques 18.600€). Pour donner une idée de l'évolution du capital social, nous en étions au bilan 2016 à 28.985€, répartis entre une centaine de coopérateurs»*, précise Delval.

La volonté d'autonomie ne s'est pas manifestée seulement sur le plan financier. Elle a également porté sur les processus de production. Très vite en effet, les éditions ont voulu s'assurer la maîtrise du pré-print et de l'impression. À cet effet, elles se sont dotées d'un matériel informatique approprié et ont fait l'acquisition d'une presse offset d'occasion. Avec des emplois à la clé: *«Nous avons engagé des travailleurs/euses: une graphiste dans un emploi 3/5 temps et un conducteur de machine offset dans un emploi mi-temps.»* Les raisons évoquées pour cette politique sont d'abord d'ordre économique: la mise en page et l'impression en interne coûtent moins cher, selon Delval. Le fait de disposer d'une presse a en outre permis à la coopérative d'effectuer des travaux pour d'autres, en particulier pour la FGTB Mons-Borinage et pour diverses associations culturelles, sociales ou politiques de la région.

METTONS EN COMMUN

Le projet, cependant, n'aurait pas connu le même développement si les éditions et le Théâtre des Rues n'avaient pas mutualisé un certain nombre de moyens, à commencer par les locaux de la rue du Cerisier. Bureaux, salle de réunion, salle de spectacle pour certains événements et bar attenant servent aux deux structures. Les éditions bénéficient en outre, pour un loyer minime, d'un espace de stockage sur place, ce qui permet de réaliser de substantielles économies et impacte la diffusion des livres dans la durée, puisqu'il n'a jamais été nécessaire de procéder à leur pilonnage: tous les titres, même parus il y a vingt ans, restent disponibles, sauf bien sûr si le tirage est épuisé. L'imprimerie, quant à elle, a été hébergée gracieusement pendant une vingtaine d'années par la FGTB Mons-Borinage.

Dernier apport, et peut-être le plus important, celui des gestionnaires bénévoles. C'est parce qu'ils étaient salariés du Théâtre que Jean Delval et Danielle Ricaille ont pu consacrer leur temps libre à assurer la gestion des éditions, tant sur le plan littéraire (choix des manuscrits, travail avec les auteurs, corrections...) qu'administratif et commercial. Avec leur départ à la retraite puis, plus récemment, leur éloignement du Borinage pour des cieux plus étoilés, se pose avec acuité la question des moyens à dégager pour leurs potentiels successeurs.

UN BILAN POSITIF, MAIS...



La maison d'édition peut s'enorgueillir aujourd'hui d'avoir construit un catalogue qui, à soi seul, représente la mémoire du théâtre-action en Wallonie et à Bruxelles, avec près d'une centaine de titres publiés depuis 1985. À ce répertoire adulte, il faut ajouter une collection de théâtre pour enfants, à présent interrompue mais qui rassemble une dizaine de pièces, ainsi que des ouvrages portant sur l'histoire et les enjeux du théâtre-action. Cet éditeur engagé a publié de nombreux livres militants, en faveur des personnes sans papiers notamment. Il a aussi accueilli au fil du temps des romans et des nouvelles, des biographies, et s'est ouvert aux essais politiques et aux ouvrages de sciences humaines.

Du côté des romans, on lui doit deux bestsellers tirés à plus de dix mille exemplaires: *Rue des Italiens*, déjà cité, et en 2000, *Nuit d'encre pour Farah* de Malika Madi, des livres enracinés tous deux dans les cultures de l'immigration. La

conférence gesticulée de Franck Lepage *L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu*, parue en 2007, est un autre de ses succès de librairie.

Dans l'ensemble, cependant, les ventes restent modestes, tournant le plus souvent autour de quelques centaines d'exemplaires par titre. Le Cerisier a toujours voulu assurer lui-même la diffusion de ses livres, estimant impraticables les conditions imposées par les distributeurs. Mais la tâche est difficile: «*Les libraires sont hésitants, confie Delval. On les comprend: multiplier les envois de commandes, en plus vers de minuscules éditeurs dont la fiabilité n'est pas assurée, c'est du souci et du risque en plus. Tandis que s'adresser à un distributeur qui stocke quantité d'éditeurs, déjà*

c'est moins de boulot. Nous, nous avons fait le pari que nous pouvions rendre heureux les libraires qui acceptent de travailler avec nous en direct. Ça demande du temps, c'est ce qui s'appelle établir une réputation.» Une difficulté accrue encore par le fait que les publications du Cerisier trouvent peu d'échos dans les pages culturelles des journaux - constat navrant qui est, du reste, partagé par l'ensemble des éditeurs littéraires de Belgique francophone.

Les ventes ne suffisent pas à assurer le financement de la structure. Il a donc fallu compter également sur des subventions publiques.

ROULER SUR L'OR

La Fédération Wallonie-Bruxelles a conclu des conventions avec une vingtaine d'éditeurs littéraires qu'elle soutient financièrement pour les aider à produire leurs livres et les faire connaître³. Le Cerisier reçoit une aide publique depuis une vingtaine d'années; *«Au début des années 90, la Communauté française nous a accordé (c'est Paul Biot, alors directeur du Centre du Théâtre-Action qui a managé toute l'affaire) une subvention annuelle de 4.000€ avec pour mission de publier, bon an mal an, quatre titres de théâtre-action.»* Delval ironise volontiers sur l'ampleur de ce montant. *«Comme vous l'imaginez bien, à partir de là, nous nous sommes mis à rouler sur l'or et à dépenser à tout-va! Blague à part, cela nous a tout de même permis de publier un chouia plus qu'auparavant et de nous aventurer à pas comptés dans le secteur des sciences humaines.»*

Au début des années 2000, dans la perspective d'aider à une professionnalisation accrue du secteur, l'administration des lettres a proposé à un certain nombre d'éditeurs de travailler sur la base d'une convention pluriannuelle. Le Cerisier a obtenu dès lors une subvention de 15 000€ par an. *«Cette subvention était assortie d'une obligation de consacrer 30% de son montant à la diffusion»* précise Delval, qui vitupère: *«Sans mettre de gants, le Service de la Promotion des Lettres nous disait: intellectuellement, vous êtes un éditeur respectable, mais commercialement, vous êtes une nullité.»*

Il ne nous appartient pas de juger de la pertinence de ces propos. Mais il est clair que la diffusion est un problème majeur, parfois inextricable, pour tous les petits éditeurs, qui plus est, dans un marché en constante régression, comme le montre le dernier bilan de l'Association des Editeurs belges. *«Le marché du livre de langue française en Belgique poursuit sa décroissance depuis 2010»*, en euros constants, l'évolution a même été négative en 2016: -4,2%⁴. De surcroît, *«la part des éditeurs belges de langue française dans le marché du livre diminue d'année en année»*: encore moins 1,50% en 2016, par rapport à 2015⁵.

Que pèse, dans un tel contexte, une subvention publique, même si, en ce qui concerne le Cerisier, elle a augmenté au fil du temps pour atteindre un montant d'un peu plus de 20 000€ en 2017⁶? Pour amorcer une comparaison, on se contentera de citer les chiffres suivants,

3 Pour la liste de ces éditeurs, voir : <http://www.promotiondeslettres.cfwb.be/index.php?id=13733>. Les conventions ont été prolongées sans modification en 2016 et 2017.

4 ADEB, *Livre : Les chiffres clés du secteur : Une production en contraction dans un marché en recul, Statistiques 2016*, p. 2

5 Ibid., p. 3

6 Source : budget 2016 de la coopérative.

glanés sur le site de Gallimard: «En faisant l'acquisition de Flammarion en septembre 2012, Madrigall, holding du groupe Gallimard, devient le troisième groupe éditorial français avec un chiffre d'affaires consolidé en 2015 de 438 millions d'euros. Il est le trente-cinquième groupe éditorial dans le monde.»⁷

UN MODÈLE À RECONSTRUIRE

Les piliers sur lesquels les éditions ont construit leur assise économique ont commencé à s'effriter, comme le déclare Delval avec un brin d'autodérision: «*les machines vieillissent, les travailleurs aussi et parfois s'éteignent ensemble. Aujourd'hui, nous n'avons plus d'imprimerie, plus de conducteur de machine. Les fondateurs (trices) / travailleuses (eurs) non salarié (e) s sont sur la sente de la sénilité et en font moins, avant de ne plus en faire du tout. Alors, en terminologie économique, nous sommes entrés en phase de restructuration. En clair, il nous faut impérativement davantage de ressources pour faire face à nos factures d'imprimerie d'une part, et pour augmenter le temps d'emploi rémunéré, d'autre part.*»

Delval déplore une évolution des critères d'attribution des subventions qui, évacuant les choix politiques, se réduisent de plus en plus à une logique comptable: «*Dans le New Public Management, qu'importe qui vous êtes, dites-nous plutôt quel est votre pesant d'argent et votre potentiel de croissance*», dénonce-t-il. On ne peut que partager son inquiétude face à des politiques culturelles qui ne se préoccuperaient plus que de bonne gestion commerciale, en ne faisant plus grand cas des contenus. La critique Jeannine Paque, lors d'un colloque à Mons, soulignait la place centrale accordée par cette maison d'édition à la parole minoritaire. «*Publiant des textes qui n'avaient pas droit d'entrée dans la littérature ou ne prétendaient même pas à l'écrit, elle en a assuré la diffusion avec efficacité et bonheur*», écrit-elle.⁸ Faut-il le rappeler, le théâtre-action, à l'origine du projet éditorial, s'appuie, pour ses textes, sur les discours et expériences de personnes qui ne sont pas des acteurs traditionnels de la littérature. Cette démarche d'émancipation à portée pédagogique et politique, mais aussi fondamentalement active et ludique puisqu'il s'agit le plus souvent de jouer soi-même la pièce élaborée collectivement, s'inscrit en faux contre la logique de consommation culturelle sur laquelle se fonde le marché. De façon générale, le catalogue des éditions se situe dans un rapport de proximité avec son lectorat.

Les subventions restent indispensables pour la survie d'une entreprise culturelle telle que le Cerisier, qui est loin de vendre suffisamment pour financer de nouveaux emplois. Mais les budgets sont à la baisse, on le sait. Quand elles ne reposent pas entièrement sur le bénévolat, les petites maisons d'édition littéraires n'ont souvent plus d'autre choix aujourd'hui que disparaître ou s'adosser à une structure commercialement plus solide – solution difficilement imaginable dans le contexte belge pour une structure aussi farouchement indépendante que le Cerisier et pour un projet comme le sien.

⁷ <http://www.gallimard.fr/Footer/Ressources/Le-groupe-Madrigall>. Consulté le 1^{er} février 2018. Outre Gallimard et Gallimard Jeunesse, Madrigall regroupe notamment les éditions POL, Denoël, Flammarion, J'ai Lu, Futuropolis, Casterman ainsi qu'une série de filiales de diffusion et de distribution. Hachette Livre, qui regroupe pour sa part plus de 150 marques d'édition à travers le monde, déclare un chiffre d'affaires de 2 milliards 200 millions pour 2016

⁸ Jeannine Paque, « Le rôle majeur de la parole minoritaire : les éditions du Cerisier et l'action permanente », Colloque de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres de Hainaut, Mons, mars 2015.

Le contexte sociopolitique a changé depuis les années 70. Les forces de gauche traditionnelles sont en repli et connaissent parfois de graves problèmes financiers, comme on l'a vu avec le PS français, contraint de vendre l'immeuble de la rue Solferino à Paris qui abritait son siège central. Les nouvelles militances, par ailleurs, ne reconnaissent pas forcément dans les structures en place des relais utiles à leur actions, ou bien n'ont pas encore établi les connexions nécessaires. Les années qui viennent s'annoncent donc difficiles pour le Cerisier. Mais pour tous ceux qui soutiennent ce projet unique en son genre dans notre paysage littéraire, coopération et mutualisation ne sont pas seulement des mots imprimés dans des livres.

Carmelo VIRONE

FÉVRIER 2018

SOURCES ET RESSOURCES

ADEB, Livre: *Les chiffres clés du secteur: Une production en contraction dans un marché en recul*, Statistiques 2016.

Fabienne COLLARD, Christophe GOETHALS, et Marcus WUNDERLE, Le livre. *Dossiers du CRISP*, 84, (1), 2015, pp. 9-147.

COLLECTIF, sous la dir. du Centre du Théâtre-Action, *Théâtre-Action, 1985-1995, Itinéraires, regards, convergences*, Cuesmes, Éd. du Cerisier, coll. Place publique, 1996.

Pascal DURAND et Tanguy HABRAND, *Histoire de l'édition en Belgique (XV^e-XXI^e siècles)*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles, 2018

Tanguy HABRAND, «Vingt cerises sur le gâteau» In: *Le carnet et les instants*, n° 142, 2006, p. 11.

Le site des éditions : <http://www.editions-du-cerisier.be/>